

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/De-l-Afghanistan-a-l-Australie>

De l'Afghanistan à l'Australie

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : dimanche 3 octobre 2021

Description :

De l'Afghanistan à l'Australie. Les États-Unis compensent avec des sous-marins nucléaires et un *OTAN du Pacifique* leur catastrophe eurasienne. D'un côté le vecteur de la guerre et de la « contention », de l'autre celui de l'intégration commerciale...Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les États-Unis compensent avec des sous-marins nucléaires et un OTAN du Pacifique leur catastrophe eurasienne. D'un côté le vecteur de la guerre et de la « contention », de l'autre celui de l'intégration commerciale.

Ces jours-ci, plusieurs nouvelles importantes sont sorties. Par exemple, on a su que le gouvernement étasunien et la CIA avaient comploté pour kidnapper et éventuellement assassiner Julian Assange. Le fondateur de Wikileaks est l'un de [nos principaux dissidents](#). À notre grande honte, il est incarcéré/emprisonné depuis une décennie en Angleterre pour avoir dénoncé les crimes des États-Unis. Une autre nouvelle importante fut l'annonce par le président chinois Xi Jinping que son pays, le plus grand émetteur de CO2 - mais pas le plus responsable de sa pollution historique - ne construira plus de centrales électriques au charbon dans le monde. Une bonne nouvelle pour la qualification de sa *Nouvelle Route de la Soie* (B&RI), en tant qu'exportateur potentiel de contamination. L'engagement du président de l'Autorité palestinienne (lire le gouvernement impuissant du ghetto sous contrôle israélien), Mahmoud Abbas, de traduire l'occupation israélienne devant la Cour Pénale Internationale si Israël ne retire pas ses colonies illégales d'ici un an, est également important.

A côté de tout cela, les élections allemandes et le retrait de Merkel, dont nos médias nous ont nourris spirituellement à profusion, sont des nouvelles mineures. [L'hagiographie Merkel](#) n'a pas de secrets : au-delà de la propagande, son héritage pour l'Allemagne et l'Europe a été désastreux. Des années perdues. Pour l'Allemagne, pour l'UE et pour la contribution nulle au règlement de la crise mondiale. Que le pays soit désormais gouverné par une nouvelle « grande coalition » ou par une quelconque forme de tripartite n'a absolument aucune importance. La continuité du *Parti Néolibéral Unifié* est garantie. Jamais dans toute son histoire l'Allemagne n'a exporté des impulsions de libération en Europe.

Les États-Unis compensent avec des sous-marins nucléaires et un OTAN du Pacifique leur catastrophe eurasienne. D'un côté le vecteur de la guerre et de la « contention », de l'autre celui de l'intégration commerciale.

« La Chine est notre principal partenaire »

En Afghanistan, le ton de la chronique a continué à se concentrer sur le mal des talibans envers les femmes, conformément au récit de ce que la [débâcle subie par les États-Unis](#) a été là, fondamentalement, une mauvaise nouvelle et la violence une nouveauté. C'est vraiment remarquable, compte tenu des dizaines de milliers de morts que l'occupation occidentale a généré sans générer le moindre scandale au cours des vingt dernières années. La simple réalité est que cette grande violence avec d'énormes effusions de sang dans des conditions de guerre civile, a cessé avec la défaite US (il en sera de même avec la grande usine d'opium) et c'est une excellente nouvelle pour le peuple afghan. Dans des conditions normales, la chronique devrait commencer là, ainsi que l'extrême pauvreté dans laquelle se trouve la majorité de la société, et non par les plus que compréhensibles plaintes et dénonciations urbaines des journalistes et des femmes qui subissent les terribles atavismes que la « patine des siècles » a incrusté dans le pays (et que Joseph Kessel décrivait déjà dans les années soixante dans son magnifique roman [Les Cavaliers](#)). Si ce n'est pas ainsi, c'est uniquement et exclusivement parce que les Occidentaux, propriétaires du grand appareil médiatique, ont pour l'instant été écartés de la photo de l'après-guerre, et, sûrement, de l'avenir afghan : à la conférence internationale sur l'avenir de l'Afghanistan, qui s'est tenue à Douchanbé (Tadjikistan) le 17 septembre, les (im) puissances occidentales n'étaient pas représentées. Il y avait, la Chine, la Russie, l'Iran, les « stans » d'Asie centrale, le Pakistan et l'Inde. Tous les voisins unis, avec la réserve ambiguë de l'Inde, par un intérêt stabilisateur commun.

« La Chine est notre partenaire principal et le plus important, elle représente une opportunité exceptionnelle pour nous car elle est prête à investir dans la reconstruction de notre pays », a déclaré le porte-parole des talibans Zabiullah Mujahid à *La Repubblica* plus tôt ce mois-ci. Cela détermine presque tout de manière informative.

Ne pas être sur la photo ne veut pas dire renoncer à continuer à faire mal. Les réserves afghanes d'or et de devises (9,4 milliards de dollars) sont détenues aux États-Unis et l'administration pourrait étudier la possibilité de sécuriser des bases en Inde à partir desquelles attaquer des « cibles terroristes » en Afghanistan, « compte tenu des rumeurs de soutien de l'État islamique aux Talibans », selon les mots du membre du Congrès [Mark Green](#). En fabriquant un scénario approprié -il y a l'exemple de la Syrie- l'Afghanistan peut continuer à saigner, maintenant pour empêcher un succès d'intégration eurasiatique dirigée par la Chine. La stratégie de Washington est de « revenir sur le théâtre afghan pour que le Pentagone et la CIA puissent continuer la compétition stratégique avec la Russie et la Chine et déstabiliser l'Iran » selon les termes de l'ancien diplomate indien M. K. Bhadrakumar. Si les talibans n'offrent pas cette possibilité, Washington continuera à faire la vie impossible à tout gouvernement afghan.

L'Australie enchaînée au vecteur de la guerre

Quoi qu'il en soit, l'annonce brutale d'une nouvelle alliance militaire contre la Chine, l'AUKUS avec l'Angleterre et l'Australie, et la vente ostentatoire de sous-marins nucléaires à l'Australie, a été le moyen de détourner l'attention sur la débâcle de Kaboul. Biden lui-même a présenté le retrait comme une force de rassemblement pour la bataille fondamentale contre la Chine, de sorte que les sous-marins sont destinés au double objectif d'oublier l'affront et de maintenir le but belliciste essentiel.

Plus que les 50 milliards d'euros de offenses contractuels infligés à la France dans des conditions complotistes (rappelez-vous François Hollande promettant à la Russie de « tenir parole » dans le contrat [des deux porte-hélicoptères « Mistral »](#) en juillet 2014, pour opposer son veto à l'opération cinq mois plus tard en raison des pressions de Washington), le contrat est significatif car il enchaîne l'Australie, dont le principal partenaire commercial est la Chine, en vassal belliqueux des États-Unis dans la région Asie/Pacifique. La différence entre les douze sous-marins conventionnels français et les huit nucléaires du contrat étasunien est que ces derniers, qui seront équipés de missiles Tomahawk à longue portée, constituent une arme incontestablement offensive en raison de leur capacité de grandes navigations loin de leurs eaux territoriales. Leurs caractéristiques, auxquelles l'Australie n'est pas préparée industriellement faute de main-d'oeuvre qualifiée dans ce domaine et faute d'infrastructures nucléaires, hypothèquent techniquement ce pays aux États-Unis.

Huit sous-marins de ces caractéristiques signifient que l'Australie pourra maintenir deux ou trois d'entre eux en permanence « de quart », c'est-à-dire en navigation opérationnelle, tandis que les autres seront en maintenance ou en formation dans un système de roulement permanent. Mais tout cela n'arrivera pas, espérons-le, avant dix ou vingt ans, c'est le temps qu'il faudra pour que les sous-marins soient construits.

Du point de vue du régime de non-prolifération nucléaire réglementé par l'accord correspondant (TNP) ce contrat est une [catastrophe](#). Les États-Unis enfreignent leur principe de ne pas transférer de technologie navale à propulsion nucléaire vers d'autres pays (sauf la Grande-Bretagne). Les chances augmentent que le Brésil demande la même chose à la France pour ses projets de sous-marins, ou que la Corée du Sud demande à Washington de ne pas en avoir moins en alléguant du « danger » artificiel nord-coréen qu'un simple accord de paix avec les États-Unis résoudrait.

Face à cette stratégie militaire pour contenir la Chine (que l'Australie a peut-être acceptée car c'est une « **proposition qui ne peut être refusée** », dit le Parrain, la seule alternative non militaire, est la grande intégration

commerciale eurasiennne que Pékin promet. Sur ce point, le sommet de Douchanbé susmentionné a franchi une étape importante (ce serait la quatrième nouvelle inédite ces derniers jours) : l'intégration de l'Iran dans l'*Organisation de Coopération de Shanghai* en tant que membre à part entière. Comparez les objectifs et les méthodes et vous arriverez à l'alternative guerre ou paix.

Nouvelle incitation pour une UE marginalisée

Pour l'Union Européenne, après le grief du retrait unilatéral d'Afghanistan sans préavis ni consultation, le contrat australien est une nouvelle incitation à l'autonomie en matière de politique étrangère et de sécurité. Dans l'immédiat, c'est une invitation à se démarquer des Etats-Unis et de leur perspective de conflit avec la Chine, qui est le premier partenaire commercial de l'UE. Si l'Union Européenne n'exprime pas clairement son rejet de cette perspective, sa marginalisation internationale continuera de s'aggraver. Pour l'instant, la France a fait sa crise en constatant, comme l'ont dit ses premières autorités, que Biden n'est pas très différent de Trump dans ses relations avec les alliés et en retirant ses ambassadeurs de Washington et de Canberra, mais le dernier discours « sur le état de l'Union » à Strasbourg (15 septembre) par Ursula von der Leyen, a été sans équivoque en endossant les trois fronts de conflit (et de propagande) des Etats-Unis envers la Chine :

1. Participation à la militarisation de l'arrière-cour maritime de la Chine,
2. Opposition à l'intégration eurasiennne de la Nouvelle Route de la Soie et
3. Participation à la campagne « droits de l'homme » lancée sur la condition des Ouïghours du Xinjiang.

Von der Leyen n'a rien laissé dans son discours. Comme le montrent ces trois citations :

- **point 1** : « La stratégie européenne actuelle pour la région Indo-Pacifique, une fois de plus, est une étape importante. Cette stratégie atteste de l'importance croissante de cette zone géographique pour notre prospérité et notre sécurité, zone également attractive pour certains régimes autoritaires désireux d'étendre leur influence. L'Europe doit être plus présente et plus active dans la région. Nous collaborerons pour approfondir les liens commerciaux, renforcer les chaînes d'approvisionnement mondiales et développer de nouveaux projets d'investissement dans les technologies vertes et numériques. »
- **point 2** : « Nous savons très bien comment sont financés les travaux publics , mais nous nous rendons un mauvais service en construisant des routes impeccables entre, disons, une mine de cuivre et un port, tous deux appartenant à la Chine. Concernant ce type d'investissement, nous devons agir avec plus de prudence, c'est pourquoi nous présenterons prochainement notre nouvelle stratégie de connectivité appelée « *Global Gateway* », que nous établirons avec les pays du monde entier. »
- **point 3** : « Au moment où je vous parle, 25 millions de personnes sont contraintes de travailler sous la menace ou la contrainte. Nous n'accepterons jamais qu'ils aient à fabriquer de force des produits destinés à la distribution commerciale en Europe, c'est pourquoi nous proposerons que sur notre marché la commercialisation de biens ou de marchandises résultant du travail forcé soit interdite. Car en aucun cas les droits de l'homme ne peuvent être commercialisés. »

Alors que l'Union Européenne continue de dériver vers l'inutilité internationale, en Asie de l'Est, la croisade belliciste de Washington contre la Chine est mal vue. L'ancien Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad (96 ans), sans doute le politicien le plus respecté d'Asie de l'Est, a été clair à ce sujet : « Si vous voulez lancer des fusées et faire concurrence/ être dans la compétition, allez-y, mais ne venez pas nuire à notre marché en Asie. La coopération avec la Chine est très importante pour nous, c'est un grand marché et ils nous apprécient pour les matières premières que nous leur vendons. Nous sommes voisins et nous ne nous confronterons pas. L'Australie et les Etats-Unis veulent forcer les pays de l'ASEAN en les obligeant à prendre parti en leur faveur dans l'objectif d'affronter la Chine. Nous ne pouvons pas faire quelque chose comme ça.

Rafael Poch de Feliu* pour son [Blog personal](#)

[Rafael Poch de Feliu](#), Catalunya, le 29 septembre 2021

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 3 octobre 2021

* **Rafael Poch de Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ». **Blogs** : [Diario de París](#) ; [Diario de Berlín \(2008-2014\)](#) ; [Diario de Pekín \(2002-2008\)](#) ; [Diario de Moscú \(2000-2002\)](#) ; [Cuaderno Mongol](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org